

Attribution de temps

● (1230)

Je crois que le gouvernement est en train de commettre une erreur énorme. Investissement Canada ne rendra pas les services qu'avait pour mission de rendre l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Avec le nouveau régime, le gouvernement sera trop détaché de l'examen des projets d'investissement au Canada. Rien ne prouve que nous ayons perdu quoi que ce soit à cause de l'Agence d'examen de l'investissement étranger et, en fait, je le répète, il y a des tas de preuves qui établissent que les travailleurs canadiens et l'économie canadienne ont bénéficié justement de l'existence de l'Agence.

Pour ma part, je suis plus déterminé que jamais à révéler aux Canadiens ce que nous perdons ici aujourd'hui. Ils devraient être conscients du préjudice très grave qui risque d'être causé si nous ouvrons toute grandes les portes de notre pays à toutes les sortes d'investissement sans nous assurer convenablement que l'intérêt public sera respecté.

M. Norman Warner (Stormont-Dundas): Monsieur le Président, depuis un certain temps, le public est au courant des discussions qui portent sur l'Agence d'examen de l'investissement étranger et sur la société qui devrait la remplacer. Les projets du gouvernement ont été discutés à fond pendant la campagne électorale. Les Canadiens ont décidé qu'ils voulaient du changement.

Le débat sur ce projet de loi a commencé il y a plus de cinq mois. Pendant cette période de temps, on a consacré près de 40 heures à la Chambre des communes et près de 40 heures en comité à discuter de ce projet de loi, des amendements éventuels et de la possibilité de revenir à une sorte d'Agence d'examen de l'investissement étranger. Je pense que nous n'avons pas perdu notre temps mais que nous avons suffisamment discuté.

Le chômage est élevé, même s'il a baissé un peu. Un taux de chômage de 11 p. 100 est encore trop élevé et on n'a jamais eu autant besoin de nouveaux emplois et de mesures de création d'emplois que maintenant. Nous sommes impatients d'attirer des investissements pour une valeur de 100 milliards au Canada d'ici 1991. C'est ce qu'il faut et c'est l'objectif visé par le gouvernement. L'adoption du projet de loi C-15 est une des mesures qui attireront les capitaux dont on a tellement besoin dans ce pays, pour contribuer à créer des emplois pour les nombreux chômeurs.

L'encouragement de l'investissement étranger peut revêtir de nombreuses formes. Il peut s'agir d'une association, d'une entreprise en participation ou d'une participation minoritaire. En modifiant le climat actuel, nous espérons inciter les Canadiens à reprendre confiance dans leur pays et dans son avenir et à investir les 100 milliards nécessaires.

A Stormont-Dundas, ma circonscription, le taux de chômage est d'environ 15,5 p. 100. La circonscription de Stormont-Dundas est toutefois une de celles où le taux de participation est le plus faible du pays, soit un peu plus de 60 p. 100. Cela signifie qu'un grand nombre de personnes ont tout simplement abandonné, qu'elles ne cherchent pas du travail et qu'elles ont perdu l'espoir d'en trouver. Le taux de chômage officiel est d'environ 15,5 p. 100, mais si le taux de participation était analogue à celui du reste du Canada, le taux de chômage serait en réalité de 21 p. 100. Si nous avions un taux de participation analogue à celui du reste de l'est de l'Ontario, le taux de chômage serait de 26 p. 100. Ces chiffres ont été cachés à un

public que cette question préoccupe beaucoup. Ils font ressortir nos problèmes. Je suis certain que dans un avenir proche, nous créerons non seulement de nouveaux emplois mais que le taux de participation commencera à monter car les gens auront davantage confiance dans notre aptitude à créer des emplois.

La confiance a augmenté durant le premier trimestre de 1985 dans les milieux d'affaires. La dernière enquête du Conférence Board sur les attitudes et les intentions en matière d'investissement dit ceci:

... une confiance croissante dans les perspectives économiques du Canada à brève échéance. D'après une proportion croissante de cadres, les perspectives économiques à brève échéance sont caractérisées par une diminution du taux de chômage, un renforcement des ventes et l'amélioration des bénéfices. La confiance qui règne dans le climat actuel pour les investissements a continué à augmenter à la suite des gains importants relevés au cours de l'enquête sur le quatrième trimestre.

Cette confiance continue à augmenter. L'adoption du projet de loi C-15 indiquera au reste du monde que nous avons confiance dans notre collectivité, dans nos entreprises, dans notre capacité de créer des emplois et dans nos possibilités d'investissement qui sont probablement les meilleures au monde.

Nous avons eu dernièrement le privilège de voir s'installer à Cornwall une grande société américaine qui a manifesté l'intention de créer plus de 200 emplois. Nous accueillons cette entreprise à bras ouverts. Nous accueillons à bras ouverts les Américains, les Européens et les investisseurs du monde entier. Stormont-Dundas accueillera les investisseurs, pas seulement les investisseurs étrangers mais les Canadiens, et nous montrerons à certains des députés de l'opposition défaitistes que nous pouvons créer des emplois sans l'intervention du gouvernement.

D'ici quelques années, nous verrons peut-être diminuer considérablement le taux de chômage à Stormont-Dundas. J'espère et je désire que les députés de l'opposition se joindront à moi pour essayer de créer de nouveaux emplois dans un état d'esprit constructif. Il faut aider les chômeurs. Au lieu de les décourager, il faut les encourager. Une ère nouvelle commence. Je demande à tous les députés de se joindre à nous.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, des centaines de milliers et mêmes des millions de citoyens de pays industrialisés comme les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Belgique et la Hollande, ont perdu leur emploi ces dernières années. Ils l'ont perdu en partie à cause de l'avènement de la technologie nouvelle qui réduit les besoins de main-d'œuvre et aussi parce que l'on exporte la technologie de pointe vers d'anciens pays sous-développés comme la Corée du Sud et le Brésil où l'on implante actuellement des usines de fabrication ultramodernes. Ces usines produisent des biens manufacturés qui, par le passé, étaient fabriqués dans des pays industrialisés et elles payent à leurs travailleurs une fraction du salaire que gagnaient les ouvriers des pays industrialisés.

Les travailleurs de notre pays font face aux mêmes problèmes que ceux des pays industrialisés. Néanmoins, notre situation est sans doute pire, car une bonne partie de notre industrie de fabrication est entre les mains de sociétés dont le siège social et les propriétaires se trouvent à l'étranger. Ces sièges sociaux et ces propriétaires se trouvent surtout aux États-Unis, mais il y en a également quelques-uns au Japon, en Allemagne et en Grande-Bretagne.